



**PRÉFET
DE LA RÉGION
D'ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF)**

**Marché public de travaux passé au terme d'une procédure adaptée définie aux articles
L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique**

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Acheteur

Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France (DRIEAT-IF), représentée par Madame la Directrice
régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des
transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-
France n° IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Objet de la consultation

**Réhabilitation de la bretelle d'autoroute 8b (RN12W vers Paris) dans le
département des Yvelines, entre Montigny-le-Bretonneux et Versailles (78) -
Phase 1**

Remise des offres

Date et heure limites de réception : le 24/03/2026 à 17h00

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHE PUBLIC.....	4
1-1. Contexte du marché public.....	4
1-2. Objet du marché public.....	4
1-4. Nomenclature européenne.....	4
1-5. Durée du marché public.....	4
1-6. Forme du marché public.....	4
1-7. Clause sociale.....	4
1-8. Considérations environnementales.....	5
1-9. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	5
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2-1. Procédure de passation.....	5
2-2. Allotissement.....	5
2-3. Décomposition en tranches.....	5
2-4. Visite de site.....	5
2-5. Forme juridique de l'attributaire.....	5
2-6. Variantes.....	6
2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	6
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-9. Délai de validité des offres.....	6
ARTICLE 3. MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULATION.....	6
3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises.....	7
3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats.....	7
3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public.....	10
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	11
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
4-2-1. Appréciation du critère prix.....	12
4-2-2. Appréciation du critère valeur technique.....	12
4-2-3. Appréciation du critère délais.....	13
4-2-4. Appréciation de critère valeur environnementale.....	14
4-2-5. Formulation de calcul de la note finale.....	15
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	15
5-1. Dispositions d'ordre générale.....	15
5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de	

dématérialisation.....	17
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	19
ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX.....	19

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET ET CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ PUBLIC

1-2. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b de la RN12 vers l'A12, y compris la bande d'arrêt d'urgence (BAU).

Les principaux travaux concernent :

- La reprise de la couche d'assise, de liaison et de roulement ;
- La reprise de la couche de roulement uniquement sur la voie d'insertion de la bretelle 8c sur la 8b ;
- Le remplacement des dispositifs de retenus ;
- Le remplacement en lieu et place de canalisations PVC DN 315 mm par des nouvelles canalisations en PVC CR 16 315 mm ; L'élagage et le nettoyage des espèces végétales envahissantes sur la BDG, la BDD ainsi qu'au niveau du divergeant (en espace vert) situé au niveau de l'insertion de la bretelle 8c.

1-3. Lieu(x) d'exécution

Les prestations sont localisées dans le Département des Yvelines (78) à proximité de la commune de Versailles et Montigny-le-Bretonneux.

Les prestations sont réalisées sur la bretelle 8b de la RN12 du réseau routier national non concédée.

1-4. Nomenclature européenne

Code CPV principal : 45233140 – Travaux routiers.

Code CPV secondaire : 45233221 – Travaux de marquage routier.

1-5. Durée du marché public

Le délai d'exécution du marché est de deux (2) ans à compter de la notification du marché.

Les délais des périodes de préparation et d'exécution sont précisés dans l'article 3 de l'acte d'engagement.

1-6. Forme du marché public

Le présent marché public est un marché ordinaire.

1-7. Clause sociale

La clause sociale est fixée dans l'article 5 de l'AE et aux articles 1.7.5.1 et 12 du CCAP.

1-8. Considérations environnementales

Les clauses environnementales sont fixées dans l'article 6 de l'AE et aux articles 1.7.5.2, 5.2.7 et 5.2.17 du CCAP.

1-9. Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS) est joint au présent dossier de consultation.

De plus, Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié. Le(s) titulaire(s) du marché et le(s) sous-traitant(s) éventuel(s) seront ainsi tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Procédure de passation

La présente consultation est lancée selon une procédure adaptée ouverte, conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

2-2. Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2-3. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

2-4. Visite de site

Une visite du site des travaux est facultative mais vivement conseillée, afin que le candidat prenne pleinement conscience des contraintes et des enjeux.

Le candidat souhaitant effectuer une visite devra en faire la demande via une demande via la plate-forme des achats de l'État (PLACE).

2-5. Forme juridique de l'attributaire

Le marché public sera conclu :

- soit avec un opérateur économique unique ;
- soit avec un groupement d'opérateurs économiques conjoint ou solidaire. En cas de groupement conjoint, le mandataire sera solidaire, pour l'exécution du marché public, de chacun des membres du groupement, pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur. La composition du groupement ne peut être modifiée entre la remise des offres et la date de signature du contrat.

2-6. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base, les variantes sont interdites.

2-7. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2-8. Modifications de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve la possibilité d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de réception des offres.

L'acheteur pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront alors informés.

ARTICLE 3. MODALITÉS DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <http://www.marches-publics.gouv.fr> – sous la référence : DRIAT-DIRIF-SGPR-MAPA-26-006.

Le candidat est invité à s'inscrire sur la plateforme afin d'être destinataire des éventuels avertissements de modification de la consultation. Il vérifiera le paramétrage de sa messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme. Il renseigne ses coordonnées et courriel sur PLACE afin d'être informé des questions formulées au cours de la consultation et des réponses apportées par l'acheteur, ainsi que de toute modification du dossier de consultation, le cas échéant. Un candidat ne peut opposer à l'acheteur ou à un tiers l'ineffectivité ou le caractère générique du courriel choisi afin d'accéder à la consultation pour contester le défaut de notification d'une information publiée dans le cadre de la consultation.

Les candidatures et les offres des candidats, ainsi que les documents de présentation associés, seront entièrement rédigés en langue française.

Il est rappelé que le ou les signataire(s) doit(vent) être habilité(s) à engager le candidat.

Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s). La signature apposée sur ce document est obligatoirement une signature

électronique conforme aux dispositions du présent document relatives aux offres électroniques.

Toutefois, l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera en effet exigée au stade de l'attribution.

3-1. Composition du dossier de consultation des entreprises

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- Le présent règlement de consultation (RC);
- L'acte d'engagement (AE);
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP);
- Le cadre du bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)
- Le cadre du détail estimatif (DE)
- Le cadre du sous-détail des prix (SDP)
- Le cadre de décomposition des prix forfaitaires (DPF)
- Le cadre du schéma organisationnel du plan d'assurance de la qualité (SOPAQ)
- Le cadre du schéma d'organisation de plan de respect de l'environnement (SOPRE)
- Le cadre du schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED)
- Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)
- Les déclarations de travaux DT n°2025102200185TEU, DT n° 2025102200206TYY et DT n° 2025102200219TSY effectuées auprès du téléservice du guichet unique et les réponses reçues des exploitants ;
- Le dossier de plans du projet
- Divers documents utiles à la compréhension du projet

3-2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

Dans un sous-dossier, les pièces relatives à la candidature :

Les candidats ont la possibilité de déposer leur dossier de candidature en utilisant :

- soit le Document Unique de Marché Européen électronique (eDUME), disponible depuis le service exposé de PLACE ou à l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un eDUME pour chaque cotraitant.

- soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), disponibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En cas de candidature présentée sous la forme d'un groupement d'entreprises, il est fourni un seul formulaire DC1 mentionnant l'ensemble des cotraitants, et un formulaire DC2 pour chaque cotraitant.

Recours aux capacités d'autres opérateurs économiques :

Conformément à l'article R.2142-3 du Code de la commande publique, le candidat peut avoir recours aux capacités d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens qui l'unissent à ces opérateurs. Dans cette hypothèse, le candidat justifie des capacités de ce ou ces opérateur(s) économique(s) et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Sous-traitance :

Conformément aux articles L.2193-2 à L.2193-6 du Code de la commande publique, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes, dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre.

Le candidat fournit à l'acheteur une déclaration (formulaire DC4 disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) mentionnant notamment :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

Pour satisfaire aux obligations susmentionnées, le candidat qui envisage, dès le dépôt de son offre, de sous-traiter une partie de sa prestation, complètera utilement la déclaration de sous-traitance et joindra, pour chaque sous-traitant, l'ensemble des documents, attestations et renseignements réclamés aux candidats, tels que figurant au présent règlement de la consultation. La notification du marché public emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Il est toutefois précisé que l'appréciation des capacités d'un opérateur économique et de son/ses sous-traitant(s) est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque opérateur économique dispose de la totalité des capacités requises pour exécuter le marché public.

Candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2 :

En cas de candidature formulée au moyen des formulaires DC1 et DC2, les candidats transmettent :

➔ les justifications relatives à la capacité juridique du candidat :

- le formulaire DC1 dûment complété ;
- le pouvoir du signataire de l'AE pour engager l'entreprise (établi par tout moyen, notamment via la transmission du numéro unique d'identification délivré par l'INSEE et/ou des délégations internes à l'entreprise) ;
- une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

➔ les justifications relatives à la capacité économique et financière du candidat :

- le formulaire DC2 dûment complété, notamment la déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique ;

➔ les justifications relatives à la capacité technique et professionnelle du candidat :

- Une liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, assortie d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Le cas échéant, afin de garantir

un niveau de concurrence suffisant les éléments de preuve relatifs à des travaux exécutés il y a plus de cinq ans seront pris en compte . Ces attestations indiquent le montant, la date et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;

- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;
- Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Les candidats qui ne disposent pas des renseignements demandés ci-dessus (par exemple les sociétés nouvellement créées), peuvent apporter des moyens de preuve équivalents de leurs capacités.

Dans un autre sous-dossier, les pièces relatives à l'offre :

- **L'acte d'engagement (AE)** : cadre ci-joint à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) habilité(s) du candidat. **Il est rappelé que l'absence de signature de l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre n'entraîne pas son irrégularité. La signature sera exigée au stade de l'attribution.**
- **Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF)** entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur.
- **Le détail estimatif complété (DE)** entièrement complété. Le candidat ne peut en aucun cas modifier le cadre fourni par l'acheteur. Le DE est à fournir en pdf et xls.
- **Une décomposition des prix forfaitaires suivants : 101 à 106, 200 et 701-e**

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs ; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- **Un sous-détail des prix unitaires suivants : 107, 300, 400, 500, 600, 701-a jusqu'à 701-d et 702**

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

- ✓ Les déboursés ou frais directs, décomposés en prix secs de main-d'œuvre (qualifiée, non qualifiée, chef d'équipe, encadrement si celui-ci n'est pas inclus dans les frais de chantier) ;
- ✓ Les dépenses de matériaux et de matières consommables, dépenses de matériel ;
- ✓ Les frais généraux (et éventuellement de chantier, ceux-ci pouvant comprendre l'encadrement et autres dépenses indivisibles) ou le coefficient de sous-traitance, d'une part, les impôts et taxes, d'autre part, exprimés par des pourcentages des déboursés ci-dessus ;
- ✓ La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- **Un mémoire technique comportant** : une notice spécifique sur la mise en place du dispositif d'exploitation sous chantier, une note technique détaillant l'organisation du candidat pour la conduite du chantier et les méthodologies d'exécution envisagées y compris la remise en place du réseau SIRIUS, les moyens humains et matériels prévus ainsi que les modalités de suivi des

travaux et des contrôles internes.

- **Le SOPAQ** cadre ci-joint (à compléter) servant de support pour l'établissement et la mise en œuvre du plan d'assurance de la qualité (PAQ). Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché. Il devra expliciter l'organisation lors des différentes phases (desc, terrassement, chaussée, équipements) ainsi que de leur coordination.
- **Le SOPRE** et sa composante SOGED cadres ci-joints (à compléter concernant uniquement les prestations du marché et contenant : la politique environnementale de l'entreprise et les dispositions mises en œuvre pour le respect de l'environnement, les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pendant les travaux.L
- **e planning prévisionnel** détaillé présenté sous la forme d'un diagramme de Gantt. Ce planning sera notamment utilisé afin de vérifier la cohérence et la pertinence du délai global proposé par le candidat pour l'exécution des travaux au titre de son offre.
- **Une notice « matériaux »** détaillant l'ensemble des fournitures prévues.

3-3. Documents à fournir par l'attributaire du marché public

Si l'attributaire pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-14 du Code de la commande publique, sa candidature sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par l'acheteur qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, les documents demandés seront les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, sollicitées par l'acheteur au moyen du formulaire NOT11 (information au candidat retenu), disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Ces pièces seront transmises à l'acheteur dans le délai fixé à la rubrique E du formulaire NOT11.

Si l'attributaire du marché public n'a pas signé l'acte d'engagement au moment du dépôt de l'offre, le(s) représentant(s) habilité(s) de l'attributaire devra(ont) signer ce document au moment de l'attribution. La signature apposée est obligatoirement une signature électronique conforme aux dispositions de l'article 5-2 du présent règlement de la consultation.

Pour l'application des articles D.8254-2 à D.8254-5 du Code du Travail, la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du Code du Travail sera remise par l'attributaire avant la notification du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié :

1° Sa date d'embauche ;

2° Sa nationalité ;

3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

S'il n'emploie pas de travailleurs étrangers, l'attributaire fournit une attestation sur l'honneur en ce sens.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation. Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures et listés à l'article 3-2 ci-avant, les candidatures qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2143-6 à R.2143-14 et R.2144-1 à R.2144-9 du Code de la commande publique sont éliminées par l'acheteur.

Les exigences minimales requises par l'acheteur au titre de la candidature sont les suivantes :

- Numéro de CQP : 123-2021 12 21 « applicateur de revêtement routiers en enrobés » ;
- Numéro de CQP : 110-2018 12 19 « chef poseur de dispositifs de retenue routiers » ;
- Numéro de CQP : 128-2007 11 29 « chef applicateur autoroutier en prestation de signalisation horizontale » ;
- Numéro de CQP : 085-2011 11 22 « poseur de canalisations d'assainissement ».

4-2. Jugement et classement des offres

L'acheteur examinera l'offre des candidats pour établir un classement.

L'acheteur pourra attribuer le présent marché public sur la base des offres initiales, sans négociation.

Toutefois, l'acheteur se réserve la possibilité de mener une phase de négociation qui sera menée dans les conditions décrites ci-après :

Les trois (3) candidats arrivés en tête à l'issue du classement des offres initiales seraient invités à négocier, par échange de courriers adressés via la plateforme de dématérialisation.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des critères de sélection des offres indiqués ci-dessous ; Ces nouvelles offres doivent être présentées conformément aux exigences du présent règlement de la consultation. Elles sont analysées conformément à l'article 4-2 du présent règlement de la consultation.

Après classement par ordre décroissant des offres conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par l'acheteur.

CRITERES	PONDERATION
Le prix , apprécié au regard du montant total indiqué dans le DE	40 %
La valeur technique de l'offre, appréciée au regard du mémoire technique et des justificatifs énumérés par l'article 3.2 du présent règlement et selon les sous-critères énoncés à l'article 4.2.2 ci-dessous.	30 %
Le délai apprécié au regard de la justification et de la cohérence avec le planning d'exécution proposé par le candidat à l'appui de son offre,	20 %

CRITERES	PONDERATION
selon les sous-critères énoncés à l'article 4.2.3 ci-dessous.	
La valeur environnementale appréciée au regard de la justification et de la cohérence avec les documents cités à l'article 1.7.5.2du CCAP , selon les sous-critères énoncés à l'article 4.2.4 ci-dessous.	10 %

Les lettres de rejet des offres non retenues au terme de l'analyse seront envoyées aux candidats par voie électronique (via la plateforme de dématérialisation). Les candidats vérifient à cet égard le paramétrage de leur messagerie électronique afin de s'assurer de la bonne réception des messages de la plateforme.

4-2-1. Appréciation du critère prix

La formule utilisée pour la notation du critère prix sera la suivante :

$$\text{Note de l'offre}_{(\text{entre } 0 \text{ et } 20)} = 20 \times (1 - (\text{offre} - \text{offre mini}) / \text{offre mini})$$

Étant précisé que :

- L'offre du moins disant obtiendra la note maximale.
- La note 0 sera attribuée pour toute offre supérieure ou égale à l'offre du moins disant, majorée de 100 %.
- La note sera arrondie au centième.

4-2-2. Appréciation du critère valeur technique

Le critère valeur technique sera apprécié au vu du mémoire technique décrit à l'article 3.2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères suivants :

Sous-critère 1 : Qualité de l'organisation et méthodologies envisagées	10
- Organisation détaillée pour la conduite et le suivi du chantier - Description des procédures d'exécution pour les différentes tâches du chantier, détaillant notamment les moyens humains et matériels mobilisés.	
Sous-critère 2 : Qualité du dossier d'exploitation sous-chantier (DESC)	3
Sous-critère 3 : Pertinence du plan d'assurance qualité, contrôles et maîtrise des risques	5
- Organisation mise en place pour garantir la qualité des travaux (contrôle interne, externe, articulation avec le contrôle extérieur), en	

distinguant : * D'une part les contrôles en phase de fabrication * D'autre part les contrôles en phase de mise en œuvre - Modalités de réalisation des contrôles - Liste des points d'arrêts et proposition de liste des points critiques, liste documents de suivi qui seront mis en œuvre, complété par les modèles ou cadre type envisagés -Identifications des risques spécifiques à l'opération et modalités de maîtrise des risques envisagées (préventives et palliatives)	
Sous-critère 4 :Pertinence de la notice matériaux	2

Chaque sous-critère sera évalué en fonction de la pertinence des éléments apportés et de la qualité de leur description.

Une note sur 20, obtenue par la somme de chaque sous-critère, sera ainsi appelée Nt.

4-2-3. Appréciation du critère délais

Afin de pouvoir procéder à la notation du critère délai, l'acheteur procédera préalablement à l'analyse des plannings généraux détaillés proposés par le candidat et présentés sous la forme d'un diagramme de Gantt, décrit à l'article 3-2 ci-avant.

Ces plannings devront être établis en cohérence avec le délai global proposé par le candidat pour la conduite du chantier, au regard du délai maximum alloué par l'acheteur, tel que renseigné par ses soins à l'article 3 de l'acte d'engagement.

Ces plannings devront notamment faire apparaître :

1. L'ordonnancement proposé par le candidat pour l'exécution des travaux (délais, phasage), selon une décomposition en tâches élémentaires,
2. La prise en compte des contraintes spécifiques au chantier (raccordements, zones de chantier diverses),
3. La prise en compte de l'ensemble des tâches connexes à la réalisation des travaux telles que la mise en œuvre et dépose des balisages et déviations, le contrôle qualité, la conduite des opérations de réception.

Ce planning doit permettre à l'acheteur la vérification de la cohérence des délais proposés pour chaque tâche avec les rendements prévisionnels indiqués par le candidat et les moyens prévisionnels affectés aux différentes tâches.

Les éléments présentés doivent également permettre de constater la prise en compte des risques identifiés (météo, circulation, co-activité) dans l'estimation des moyens à mettre en œuvre et des délais.

Après vérification de la cohérence de l'ensemble de ces éléments, l'acheteur procédera à la notation du critère « Délai » sur la base délai global proposé par l'entreprise pour la conduite du chantier, au regard du délai maximum alloué par l'acheteur, tel que tel que renseigné par ses soins à l'article 3 de l'acte d'engagement.

En cas d'incohérence que le candidat ne serait pas en mesure de justifier après une demande de précision ou en cas d'erreur manifeste, l'offre sera déclarée irrégulière.

Le critère est noté sur 20 points selon les modalités suivantes :

Délai de référence (Dref) (Délai maximum)	Délai proposé par le candidat (Dprop)	Note attribuée (Nd)
Du lundi 27 juillet 2026 au vendredi 21 août 2026 soit 26 jours calendaires	$D_{prop} = D_{ref}$	0
	$D_{prop} = D_{ref} - 1$ jour calendaire	2
	$D_{prop} = D_{ref} - 2$ jours calendaires	4
	$D_{prop} = D_{ref} - 3$ jours calendaires	6
	$D_{prop} = D_{ref} - 4$ jours calendaires	8
	$D_{prop} = D_{ref} - 5$ jours calendaires	10
	$D_{prop} = D_{ref} - 6$ jours calendaires	12
	$D_{prop} = D_{ref} - 7$ jours calendaires	14
	$D_{prop} = D_{ref} - 8$ jours calendaires	16
	$D_{prop} = D_{ref} - 9$ jours calendaires	18
	$D_{prop} = D_{ref} - 10$ jours calendaires	20

La note sur 20 obtenue sera appelée Nd.

4-2-4. Appréciation de critère valeur environnementale

Le critère valeur environnementale de l'offre sera apprécié au vu du Schéma Organisationnel Pour le Respect de l'Environnement (SOPRE) décrit à l'article 3-2 ci-avant et noté sur 20 points répartis entre les sous-critères définis ci-après.

Les sous-critères et leurs pondérations respectives sont les suivants :

Sous-critère 1 : Pertinence BEGES / Bilan Carbone	10 points
- Bilan des Gaz à effet de Serres (ou Bilan Carbone) prévisionnel de l'opération, modélisé sur la base de l'outil SEVE-TP (Eco-Comparateur des travaux publics).	
Sous-critère 2 : Pertinence des modalités de gestion des déchets	4 points
- Dispositions prévues pour assurer le recyclage des produits issus du rabotage des enrobés - Dispositions prévues pour la gestion des déchets autres que ceux issus du rabotage des chaussées	
Sous-critère 3 : Pertinence des mesures prises afin de limiter l'impact des travaux sur l'environnement	3 points
- Présentation des dispositions mises en œuvre pour limiter l'impact des travaux sur l'environnement	
Sous-critère 4 : Pertinence des mesures de sensibilisation et management environnemental	3 points

- Politique environnementale de l'entreprise - Mesures mise en œuvre pour la sensibilisation des équipes chargées de l'exécution des travaux aux enjeux environnementaux	
---	--

Chaque sous-critère sera évalué en fonction de la pertinence des éléments apportés et de la qualité de leur description.

Une note sur 20, obtenue par la somme de chaque sous-critère, sera ainsi appelée Ne.

4-2-5. Formulation de calcul de la note finale

La note finale sera constituée de la somme des notes obtenues par chaque critère, pondérées par le coefficient de pondération correspondant. Elle sera exprimée avec deux chiffres après la virgule, avec un maximum de 20 points.

Note_finale = (0,4xNp) + (0,3xNt) + (0,2xNd) + (0,1xNe)

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

5-1. Dispositions d'ordre générale

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

En application de l'article R.2132-7 du Code de la commande publique, la remise des offres se fera exclusivement via la plateforme des achats de l'État – PLACE - (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) qui répond aux exigences fixées par les arrêtés du 22 mars 2019 relatifs aux exigences minimales des moyens de communication électroniques dans la commande publique et aux fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

Toute offre remise sur support "*papier*" ou sur support physique électronique externe, à l'exception de la copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique, sera considérée comme irrégulière et traitée dans les conditions fixées aux articles R.2152-1 et R.2152-2 du Code de la commande publique.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé pour la remise des offres.

Traitement de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du Code de la commande publique peut être remise sur support papier, support physique électronique, ou par voie électronique.

1^{er} cas : remise de la copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique :

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "*copie de sauvegarde*". Elle doit parvenir avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation, à l'adresse suivante :

DRIEAT-IF / SG / DCPPA

21-23 Rue Miollis

75015 PARIS

Offre pour : « Réhabilitation globale de la bretelle d'autoroute 8b (RN12W vers Paris) dans le département des Yvelines, entre Montigny-le-Bretonneux et Versailles (78) - Phase 1 »

COPIE DE SAUVEGARDE

Nom du candidat ou du mandataire du groupement :

« NE PAS OUVRIR »

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait les jours ouvrés **du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures.**

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

1. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée.
2. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais, ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
3. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

2^{ème} cas : remise de la copie de sauvegarde par voie électronique :

La copie de sauvegarde doit parvenir à l'acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement de la consultation. Le candidat dépose ou envoie sa copie de sauvegarde sur/par l'outil de son choix, à la condition que ce dernier respecte les exigences définies à l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Par le biais d'un accusé réception, cet outil doit informer l'acheteur de la mise à disposition de la copie de sauvegarde et lui indiquer les modalités de récupération.

Les services existants permettant la remise de la copie de sauvegarde par voie électronique sont les suivants :

- La lettre recommandée électronique :
 - o Liste des produits et services qualifiés par l'ANSSI pour la France (en pages 20-21) : [liste-produits-et-services-qualifies.pdf \(ssi.gouv.fr\)](#) ;
 - o Liste des produits et services qualifiés pour l'Europe : [eIDAS Dashboard \(europa.eu\)](#) ;
- Tous les autres services permettant l'envoi et la réception de fichier en respectant les exigences

de l'annexe 8 du Code de la commande publique.

Nota : les services permettant la remise d'une copie de sauvegarde par voie électronique pouvant nécessiter des modalités d'inscription longues, il est recommandé aux opérateurs économiques d'anticiper le dépôt de la copie de sauvegarde en procédant aux modalités d'inscription et d'identification sur la solution technique envisagée.

5-2. Modalités de remise de l'offre par échange électronique sur la plateforme de dématérialisation

Lors de la première utilisation de la plateforme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les prérequis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique sera effectuée sur la plateforme de dématérialisation sous la référence : DRIAT-DIRIF-SGPR-MAPA-26-006.

En outre, cette transmission sera effectuée selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de la consultation ;
- La durée de la transmission de l'offre étant fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, le candidat est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient transmis après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format « zip ». Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- L'arrêté du 22 mars 2019 fixe les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat doit respecter les conditions suivantes :

- **Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.**

➤ 1^{er} cas : Certificat émis par une Autorité de certification « reconnue »

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification, française ou étrangère, mentionnée dans l'une des listes de confiance décrites dans les références suivantes :

- <https://www.ssi.gouv.fr/administration/reglementation/confiance-numerique/le-reglement-eidas/liste-nationale-de-confiance/>
- <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/>

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour

signer sa réponse.

- 2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance

La plate-forme de dématérialisation PLACE accepte tout certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences requises par le règlement eIDAS du 23 juillet 2014.

Toutefois, les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique, en particulier tous certificats de signature électronique présentant des conditions de sécurité équivalentes à celles du référentiel général de sécurité (RGS), sont toujours valables et demeurent régis par ses dispositions jusqu'à leur expiration.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de Certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site Internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le candidat peut utiliser l'outil de signature de son choix :

- Soit le candidat utilise l'outil de signature de la plateforme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

- Soit le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, auquel cas il doit respecter les deux obligations suivantes :

- 1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- 2) Permettre la vérification de la signature et de l'intégrité du document conformément aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté susmentionné, en transmettant les éléments nécessaires pour y procéder, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature, en fournissant notamment :

- le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée ;
- le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

RAPPEL GÉNÉRAL

Un « zip » signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé,

chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.
Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Les candidats devront utiliser exclusivement les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation PLACE (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), sous la référence : DRIEAT-DIRIF-SGPR-MAPA-26-006Ils recevront en retour une réponse par voie électronique par l'intermédiaire de cette plateforme.

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et/ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leurs demandes au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

Une réponse sera alors adressée en temps utiles à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 7 jours avant la date limite de remise des offres.

ARTICLE 7. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE CONTENTIEUX

En cas de litige, le droit français est seul applicable et les tribunaux français sont compétents.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de Paris, dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Paris

7 rue de Jouy

75181 PARIS Cedex 04

Téléphone : 01.44.59.44.00

Télécopieur : 01.44.59.46.46

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Adresse internet (URL) : <http://paris.tribunal-administratif.fr>